

Moselle

SARREBRUCK

Une alliance pour reconnaître les soins transfrontaliers

Jonathan BREUER



*Jean Rottner a signé avec les élus de l'Eurodistrict SaarMoselle l'alliance pour la santé transfrontalière franco-allemande.
Photo RL /Jonathan BREUER*

Mercredi soir, à Sarrebruck, le président du conseil régional Jean Rottner a signé, avec les élus de l'eurodistrict SaarMoselle, l'alliance pour la santé transfrontalière franco-allemande. Le but, c'est de forcer les gouvernements à autoriser les soins des deux côtés de la frontière.

On peut passer la frontière sans montrer ses papiers, on peut aller faire ses courses de l'autre côté de la frontière, mais on ne peut toujours pas aller chez un médecin allemand facilement. C'est ce qui fait par exemple qu'à Cocheren, le traitement que William, 10 ans, atteint d'une grave maladie, une rectocolite hémorragique, suit en Sarre ne sera plus directement remboursé par la Sécurité sociale. Ses parents, Cynthia et Claude Hoffmann, sont désespérés. Ils réfléchissent à déménager en Allemagne.

• Des freins

Des efforts ont été faits, sous la houlette de l' [Eurodistrict SaarMoselle](#). Les futurs infirmiers suivent une formation transfrontalière, notamment à l'hôpital de Völklingen, la [convention Mosar](#) a été mise en place entre cinq hôpitaux de Moselle et de Sarre, le [projet GeKo](#) (coopération sanitaire) a été mis sur les rails pour développer les [soins transfrontaliers](#) , faciliter les liens, les échanges de médecins et les urgences.

« Les frontières sont derrière nous », affirme Gilbert Schuh, ancien président de l'Eurodistrict, sauf peut-être en matière de santé. « Nous devons lever les freins au niveau des caisses d'assurance maladie. Ce qui bloque, ce sont toujours les remboursements, juge Marc Zingraff, maire de Sarreguemines. Mais aussi la connaissance du territoire. Qui sait que nous avons des ophtalmologues à Sulzbach, à 20 minutes de route seulement ? » Alors qu'il faut plusieurs mois, voire plus d'une année, pour obtenir un rendez-vous chez nous. « Les médecins sont prêts, les hôpitaux sont prêts, les politiques sont prêts, les citoyens sont prêts », renchérit Jean Rottner, président du Grand Est. Mais pas les gouvernements.

• « Faire bouger nos États »

L'alliance pour la santé transfrontalière franco-allemande, signée en présence de Bettina Altesleben, secrétaire d'État au ministère sarrois du Travail, des affaires sociales, des femmes et de la santé, et Peter Gillo, président de l'Eurodistrict, veut donc forcer Paris et Berlin à autoriser officiellement les soins des deux côtés de la frontière, et donc le remboursement. « Nous ne sommes plus dans le symbole, nous sommes dans l'action, juge Jean Rottner. Dans le contexte européen actuel, ce sont les pouvoirs locaux qui peuvent trouver des solutions à nos gouvernements. Il faut faire bouger nos États. Le fait transfrontalier doit être reconnu. Ce dossier doit être prioritaire pour améliorer le quotidien de nos concitoyens. »



